

# JOURNAL DE LA HAYE.

PRIX DE L'ABONNEMENT

PAR TRIMESTRE.

Pour La Haye. . . fl. 7 — Payable  
à la province - - - 8 — d'avance.

PRIX DES INSERTIONS.

Les premières 5 lignes fl. 1.50 timbre  
y compris et 20 cts. par ligne en sus.

BUREAU DE LA RÉDACTION

à La Haye, Spuis, n° 15

BUREAU POUR L'ABONNEMENT

ANNONCES.

Chez M. van Weelden, libraire, et  
chez les Héritiers Doorman  
braires, Lange Pooten, à La Haye.  
Les lettres et paquets doivent être  
envoyés à la direction franc de port

LA HAYE, JEUDI 4 JANVIER.

## Revue Politique.

Après huit jours de cette constitution que la France vient de se donner, voici déjà que tout semble suspendu dans la marche des affaires de l'Etat. Et pourquoi ? parce que les deux forces prépondérantes de cette constitution sont en présence, la présidence et l'assemblée nationale, chacune se mouvant dans son cercle, toutes deux indépendantes et souveraines. Cette situation est périlleuse, il faut y chercher un remède, et au plus tôt. Mais le remède où est-il ? commente-t-on déjà à dire de toutes parts.

Nous trouvons, nous, que lorsqu'on a la prétention de faire une constitution, il ne faut pas la manquer. Il n'y a pas de constitution à réviser. Si elle est contestable, sur un point, elle est contestable sur tous. Alors ce n'est pas une constitution ; c'est une formule.

Par exemple, il pourrait se trouver des hommes politiques disant que la difficulté des conflits dont on se plaint aujourd'hui vient non pas de l'assemblée, mais de la présidence. Pourquoi une présidence, diront-ils ? Si l'assemblée est souveraine, elle se suffit. En effet, quand on veut de l'unité, il ne faut pas faire de la divergence ; quand on veut la paix, il ne faut pas créer la guerre. La révision pourrait donc aller jusqu'à ce degré de logique. Cette réflexion est nécessaire pour montrer que la difficulté des conflits qu'on prévoyait et qui s'est déjà manifestée, est très grave et qu'on ne la résoudra que par des expédients.

La France finira sans doute par comprendre que la question de pouvoir est une question essentielle à régler, si l'on veut mettre fin à quelque jour à l'anarchie morale et politique qui mange le pays. Si l'assemblée qui a fait la constitution est la première à l'arrêter dans sa marche, il faut bien conclure qu'il y a quelque chose de vicieux ; et puisqu'on a déjà prononcé le mot de révision, n'y doit-on pas voir l'aveu public d'une imperfection qui serait désastreuse ?

La France ne demande qu'à se relever ; mais à chacun de ses efforts, un obstacle se montre qui la fait retomber sur elle-même. Il y a quinze jours elle entra au port ; aujourd'hui la flottille est allouée. La France n'est pas destinée à user son génie contre des utopies et des chimères ; il faut qu'elle rentre dans les questions vraies, et qu'elle emploie ses forces à résoudre le grand problème des temps modernes : la pratique de la liberté dans les conditions fixes de l'ordre.

Les correspondances de Paris parlaient la semaine dernière du refus de l'assemblée d'admettre M. de Manteuffel dans le cabinet. Une lettre adressée à la Gazette d'Augbourg nous donne aujourd'hui le mot de cette énigme. Il paraît que lord Normanby s'est tellement compromis lors de l'élection de la présidence que son séjour à Paris n'est guère plus possible depuis la nomination de Louis-Napoléon. Lord Palmerston avait désigné lord Belwer, mais on avait également fait à Paris des représentations contre ce diplomate qui avait laissé de tristes souvenirs à Madrid. C'est donc à cette circonstance qu'il faut attribuer le retard qu'éprouve la nomination du ministre français à Londres. Au reste, ajoute le correspondant parisien, il n'est hors de doute que Louis-Napoléon n'est guère porté à résister à l'entente cordiale qui, suivant lui, n'a fait que hâter la chute de la dynastie d'Orléans.

Il est fort possible que la première partie de cette correspondance soit vraie, il se pourrait aussi que Louis-Napoléon fût hostile à l'entente cordiale, mais nous ne saurions admettre avec le correspondant de la Gazette d'Augbourg que l'entente cordiale ait hâté la chute de la dynastie d'Orléans. Nous croyons que le National partage cette fois notre opinion.

Depuis quelques jours la presse allemande s'occupe des préparatifs de guerre que la Prusse fait en ce moment. Voici ce que nous lisons à ce sujet dans une correspondance de Berlin, adressée au Correspondant de Hambourg :

La Prusse fait des préparatifs de guerre, mais veut-elle pour cela la guerre ? Certainement non. Elle ne fait que suivre la maxime si vis pacem, para bellum ; car je ne partage nullement l'opinion de ceux qui pensent qu'avec Louis-Napoléon, le dieu Mars se trouve en marche sur les trônes de l'Europe. Il n'y a pas une seule puissance européenne, qui, soit le roi ou le peuple, ait quelque intérêt à vouloir la guerre, et nous espérons que les hommes d'Etat à Berlin, qui espèrent la conclusion de l'Autriche dans les négociations sur l'Italie, voudront, afin de ne pas fournir à la France un prétexte pour recommencer la guerre, car on ne saurait disconvenir que la France, sous Louis-Napoléon, ne cherche pas la guerre. Les nouvelles qui nous sont parvenues ici de Paris, démontrent les intentions pacifiques de la majorité des Français qui ont élu le prince à la tête de la république. Si donc la Prusse fait des préparatifs, ce n'est pas en vue d'une guerre, mais seulement pour offrir une garantie suffisante à la patrie commune et lui assurer l'entente à laquelle une grande nation unie a droit de prétendre.

En ce moment où nous mettons sous presse, nous n'avons reçu ni le courrier de France ni celui de Belgique ni celui de l'Allemagne.

Nous apprenons à l'instant que M. Donker Curtius, ministre de la justice, vient d'être nommé membre de la Seconde Chambre par le district électoral d'Almelo.

Le scrutin de ballottage pour l'élection d'un membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux a eu lieu, avant-hier, dans le district électoral de la province de Groningue. L'Appel, candidat, mais il n'a pas donné lieu à un résultat définitif.

Les 686 suffrages se sont divisés de manière que M. le Dr Westerhoff a obtenu 225 voix, et M. W. J. Kees 133 ; les autres voix se sont portées sur différents autres candidats. En sorte qu'il faut recourir à un nouveau scrutin entre ces deux candidats qui ont réuni le plus de suffrages.

Lundi dernier à l'occasion du nouvel an, une grande soirée a eu lieu chez Son Exc. le ministre britannique près notre cour. LL. AA. RR. le Prince et la Princesse d'Orange y ont assisté. Les ministres du Roi et les membres du corps diplomatique, ainsi qu'un grand nombre de personnages de distinction y étaient invités.

### Observations météorologiques.

Aujourd'hui samedi, le thermomètre à l'ombre 25°, 0 F. (5° R.) Le vent d'est continue à régner.

— La Meuse devant Rotterdam est gelée ; encore un ou deux jours de froid et l'on pourra passer la rivière sur la glace.

(CORRESP. PARTICUL. DU JOURNAL DE LA HAYE.) (1)

Paris, 1<sup>er</sup> janvier 1849.

Vous l'avez dit avec raison, la France, pour retrouver le repos et reprendre sa place politique en Europe, doit se reconcilier avec elle-même en reconnaissant franchement ses erreurs, et rassurer les autres Etats, en repudiant hautement les absurdes et funestes doctrines de propagande révolutionnaire qui, depuis le 24 février, semblaient pour la nation française devoir faire partie désormais du droit des gens.

Le gouvernement actuel vient, du reste, de recevoir une nouvelle preuve que le rétablissement momentané de l'ordre matériel ne constitue nullement aux yeux des cabinets étrangers une garantie suffisante pour la sécurité et la paix à venir des autres Etats. Vous savez que le général Cavaignac avait, peu de temps après les événements de juin, envoyé en mission à St-Petersbourg le général Le Flo, chargé d'une mission auprès de l'empereur Nicolas. Il paraît que l'accueil gracieux que fit S. M. I. à l'agent du président du pouvoir exécutif, a été interprété à Paris dans un sens favorable à la république et comme un acheminement vers la reconnaissance du nouvel ordre de choses politique établi ici. On se souvient, en effet, que quelques organes du gouvernement révolutionnaire avaient donné à entendre, il y a quelques semaines, que l'empereur Nicolas, était dans les meilleures dispositions pour la république, et qu'il était prêt à passer à la chancellerie impériale, qu'ils abusait en quelque manière d'une reconnaissance de la république, que sa mission à St-Petersbourg n'avait été que d'apporter à S. M. I. une lettre du général Cavaignac, en réponse à celle par laquelle l'empereur avait félicité le général, ainsi que S. M. I. avait fait récemment à l'égard des généraux Windischgrätz et Jellachich, sur l'énergie et le talent avec lesquels il avait combattu et dompté l'anarchie dans les sanglantes journées de juin. M. de Nesselrode a ajouté que de cet échange de courtoisies tout individuelles, il y avait loin encore à un rétablissement des anciens rapports internationaux entre les deux Etats, rétablissement qui dépendrait d'un retour de la part de la France vers un ordre d'idées autres que celles qu'avait dirigé depuis dix mois la politique extérieure de ce pays.

Je vous garantis la vérité de ce fait qui en révèle un autre, inconnu jusqu'ici, c'est à dire les compliments adressés par l'empereur Nicolas au général Cavaignac pour avoir écrasé l'insurrection parisienne. Vous comprendrez l'étrange embarras dans lequel se sont trouvés jetés les anciens rédacteurs du National, à la réception de cette lettre, qui était la condamnation la plus ironique et la plus complète de toutes les injures dont ces Messieurs avaient, pendant dix-huit ans, honoré l'autorité chaque fois qu'il venait de faire chez lui l'intérêt de l'ordre social, ni plus ni moins que ce qu'ils avaient été obligés, eux, de faire à Paris. Voilà pourquoi on a imposé silence au sentiment d'un juste orgueil, que cette lettre avait provoqué et que l'on a préféré en faire un mystère plutôt que de s'exposer aux sanglants sarcasmes que sa publication eût provoqués à la fois et chez les républicains rivaux et chez les amis de l'ordre public.

La cause de la démission de M. de Manteuffel fait toujours le sujet des conversations et occupe tous les esprits. On dit que M. de Manteuffel n'avait pas voulu accepter le comte Nienwerkerke, connu chez vous par le chef d'œuvre qu'il dirige la façade du palais du Roi Guillaume II, aux fonctions de directeur des musées, parce que cette nomination avait été demandée par la famille Bonaparte. Mais était-ce là un motif pour repousser un artiste d'un talent reconnu et digne en outre, par sa position sociale et son caractère honorable, de remplir les fonctions dont le président voulait l'investir. On dit d'un autre côté, que M. de Manteuffel voulait faire nommer aux fonctions de préfet un homme connu dans tout Paris par ses beaux écrits, ses mille et une entreprises industrielles, qui avaient toujours ruiné ceux qui s'y étaient laissés entraîner.

Mais si mes renseignements sont exacts, voici les circonstances qui auraient amené les démissions de M. de Manteuffel et de Bixio.

Il y a quelques jours, M. Louis-Napoléon Bonaparte aurait verbalement demandé à M. de Manteuffel de démissionner du ministère des affaires de l'Autriche et de Strasbourg. Ce ministre aurait répondu qu'il lui était impossible de les donner, et la

(1) L'heure avancée à laquelle cette lettre nous est parvenue n'a pas permis qu'elle parût dans notre numéro d'hier, comme nous l'avons indiqué. Ce retard provient d'une irrégularité dans le mode de la distribution des lettres ; nous espérons, néanmoins, que vous voudrez bien nous excuser de ce que nous ne pouvons nous en rendre responsables.

conversation n'aurait pas eu d'autre suite. Mais, avant hier, M. de Manteuffel aurait reçu une lettre dont deux phrases étaient conçues à peu près en ces termes :

« Il est étonnant, monsieur le ministre, que vous ne m'ayez pas encore envoyé les pièces que je vous ai demandées... Ces choses-là se faisaient ainsi sous Louis-Philippe. J'entends et je prétends qu'il en soit encore de même de ce temps-ci. »

M. de Manteuffel aurait porté cette lettre étrange au conseil des ministres qui tous, sans exception, auraient déposé aussitôt leurs démissions. Sur des explications du président de la république, MM. de Manteuffel et Bixio auraient seuls persisté dans leur résolution de retraite.

Les dossiers que M. Louis-Napoléon Bonaparte tient à avoir contiennent, dit-on, non-seulement les pièces judiciaires qui le concernent, mais encore sa correspondance avec diverses personnes depuis l'affaire de Strasbourg jusqu'au 24 février, et tous les rapports de deux agents de police que Louis-Philippe avait attachés aux trousseaux de M. Louis-Napoléon, et qui rendaient compte de ses moindres actions.

Il n'est guère possible que le nouveau ministre de l'intérieur puisse, plus que l'ancien, satisfaire M. Bonaparte ; car toutes les pièces sont placées, assure-t-on, dans un double coffre en fer, enfermé lui-même dans une armoire scellée par double serrure, dont une seule clé est au ministère de l'intérieur et la seconde dans les mains d'une autre autorité.

M. Louis-Napoléon Bonaparte, en insistant ainsi qu'il l'a fait pour obtenir la remise des dossiers de l'affaire de Boulogne, voulait surtout, dit-on, s'éclairer sur la part qu'auraient prise certains personnages politiques aux provocations indirectes qui auraient décidé l'expédition de Boulogne.

Vous savez qu'à l'époque de cette expédition, M. Thiers était président du conseil des ministres et qu'en débarquant en France, M. Louis Bonaparte nomma M. Thiers chef du cabinet qu'il se proposait de créer en cas de succès.

On prétend que le dossier de cette affaire contient la preuve que M. Thiers, en feignant d'être partisan du prince Louis, n'avait joué ce jeu que pour tendre un piège à celui-ci et le mettre ainsi au pouvoir de Louis-Philippe.

### Revue annuelle du marché d'Amsterdam,

POUR L'ANNÉE 1848.

L'année qui vient de s'écouler a été signalée par un grand nombre d'importants événements politiques survenus successivement et à l'improvu et qui ont réagi sur les transactions commerciales d'une manière défavorable ; la confiance en a été ébranlée et par suite des abus de tout esprit de spéculation, plusieurs articles ont été vendus à des prix dérisoires. Au commencement de l'année, les transactions ont été paralysées par la longueur de l'hiver, de sorte qu'elles se bornèrent exclusivement aux besoins de la consommation.

Café : En janvier les ventes furent limitées aux stricts besoins journaliers et le Java bon ord. se trouvait difficilement à cette époque au-dessous de 20 c. ; trois fois ce prix ne pouvait s'obtenir pour des parties importantes. En février, la Société de commerce annonça les ventes du printemps consistant en 497,577 balles Java, dont 75,558 balles retirées aux ventes d'automne 1847. Le résultat de ces ventes, qui eurent lieu sous l'influence des événements politiques, fut très défavorable ; de 4,906 lots 1,307 seulement trouvèrent preneurs. A l'exception des besoins pour la consommation intérieure, il n'y eut aucun ordre et les trois quarts des parties offertes durent être retirés ; la Société de Commerce les retint au marché pendant six semaines après la vente. Il n'y eut d'abord aucune offre et ce n'est qu'au mois de juin que 90,000 balles furent écoulées par inscription avec une réduction de prix de 2 c., et la société annonça en même temps que les 2,700 lots encore inventés resteraient au marché aux mêmes prix, mais pas en quantités moindres de 5,000 balles.

Après la décision prise par la Société de réaliser à plus bas prix, il se manifesta une demande animée pour les besoins et l'on réalisa successivement 42,000 balles, une amélioration patente de prix ne se déclara toutefois pas ; les transactions continuèrent pendant quelque temps encore aux mêmes prix, mais à mesure que les besoins diminuaient et que le choix des assurances se restreignit, il devint plus difficile de trouver des affaires pour des quantités de 5,000 balles au moins. Au mois d'août, le marché resta calme, seulement il subsista de la demande pour le Java ord. à 17 c., mais comme il n'y en avait plus guère parmi les lots retirés restants, les transactions se bornèrent à quelques lots anciens qui étaient encore au marché à ces prix. La dernière vente de la Société de commerce eut lieu le 31 juillet ; elle fut de 8,600 balles. Après cette époque, il n'y eut plus d'occasion d'achat par inscription, et, dès le lendemain, la Société annonça ses ventes d'automne, comprenant 499,845 balles, y compris les parties retirées et non réalisées des ventes du printemps. Ces quantités étant inférieures à celles que l'on attendait généralement, il en résulte que les détenteurs se refermèrent et ne voulurent réaliser qu'à des prix plus élevés : le Cherbon bon ord. se trouvait alors difficilement au-dessous de 18 c. ; la demande resta néanmoins insignifiante dans l'attente des ventes de septembre. La Société n'y manifesta aucune disposition à vendre à la baisse, elle ensuivit que dans la vente tenue ici le 4 septembre, il ne fut réalisé que 1341 lots et qu'il y eut 1283 retires, tandis qu'à Rotterdam, le 7 septembre, il n'y eut que 300 lots de retires sur 2,102 exposés aux enchères.

Cette différence dans le résultat entre Amsterdam et Rotterdam, où l'on paye même pour quelques numéros 1/2 cent au-dessus des taxes, fut surtout attribuée à cette circonstance que les acheteurs n'ayant pu s'approvisionner aux prix auxquels ils avaient espéré voir la société céder, durent remplir forcément le

Les ordres passés pour la consommation et qui étaient restés impécutes.

A Middlebourg 77 lots furent retirés, de sorte qu'il fut réalisé en tout aux ventes d'automne 332,900 balles et retiré 166,845 balles.

Après les ventes, le marché se raffermi et il en résulta que le 21 septembre la Société put réaliser par inscription 92,000 balles dont 74,000 aux prix de la vente et 18,000 à 1/2 cent au-dessus. Il subsista de la demande pendant quelques jours pour différents numéros et le Java ordinaire était même à 18 c., mais plus tard la demande se calma beaucoup, par suite surtout du manque des numéros les plus recherchés. Les transactions restèrent ainsi insignifiantes, jusqu'à ce qu'au commencement du mois de décembre, la Société de commerce réalisa tout ce qui lui restait des parties retirées, soit 73,000 balles à 17 1/2, 18 et 18 1/2 c. Ces ventes importantes n'ont toutefois pas provoqué une amélioration dans les prix, et comme elles ont pourvu largement aux besoins existants, la demande continua à faire défaut et le marché s'est maintenu dans un état de faiblesse jusqu'à la fin de l'année, malgré la fermeté des prix. Le Sumatra a été constamment rare et s'est par suite tenu de 15 à 16 c.

En café des Indes occidentales, les transactions ont également été peu importantes; il en a été de même du reste des arrivages.

Au mois d'avril il est arrivé une cargaison de 2400 balles Brésil, par le Triton, qui a été offerte, aux enchères le mois suivant, mais par suite du peu de demande, presque entièrement retirée de 18 à 21 c. A cette époque il arriva encore 2700 balles par Herman Daniel, et en juillet 3,000 par Hydra. — Au mois d'août 1000 balles Brésil avarié furent écoulées aux enchères de 15 à 16 1/2 c., et en septembre 2200 balles furent vendues à prix non cités, après avoir été retirées aux enchères de 15 1/2 à 16 1/2 c., et depuis tout ce qui se trouvait sur place s'est écoulé couramment.

En Cafés Surinam il a été importé deux cargaisons dans l'arrière saison, qui ont été en partie vendues, soit aux enchères, soit de gré à gré de 18 1/2 à 40 c. Il est encore récemment arrivé une cargaison qui a été en partie vendue de 18 1/2 à 33 c.; on attend pour réaliser le solde l'ouverture de la navigation. Il est encore attendu journellement une cargaison.

Voici l'état comparatif des importations de cette année, comparées aux quatre précédentes, de même que le stock au 31 décembre.

Table with 4 columns: Year (1844, 1845, 1846, 1847, 1848), Importations (Balles, Bques, Paquets), and Provisions (Balles, Bques, Paquets).

Voici la cote des prix en ce moment, comparée à celle de l'an dernier à la même époque:

Table with 3 columns: Year (1848, 1847, 1846), Item (Java ordinar, groenach, blark, geelachtig, licht geel, hoog geel, bruin, Sumatra), and Price range.

Ces importations en toutes sortes de cuirs, se sont élevées en 1848 à environ 110,604 pièces, savoir:

Table with 2 columns: Item (Buenos-Ayres et Montevideo bœufs et vaches séchés, etc.) and Quantity (pièces).

(Des ports d'Europe et d'Angleterre.) Indes-occ. div. bœufs, vaches, saies secs et saum. Idem saies frais. Beng., Calcutta, Madras et autres sortes des Indes-orientales (en pequets et en balles).

Table with 2 columns: Item (Expédiés en transit) and Quantity (pièces).

Stock au 31 décembre 1847. Total. 144,374 pièces.

Le stock au 1er janvier 1849 se compose comme suit:

Table with 2 columns: Item (Importations directes, Importations indirectes) and Quantity (pièces).

Les importations et stock au 1er janvier des cinq dernières années offrent les résultats suivants:

Table with 4 columns: Year (1844, 1845, 1846, 1847, 1848), Importations, Stock au 1er janvier, and another column.

Les importations pendant l'année écoulée, quoique offrant dans leur ensemble une diminution majeure sur celle de l'année passée, ne présentent néanmoins pas une réduction en ce qui concerne les importations directes, et l'on attend encore pour le printemps plusieurs navires de Buenos-Ayres en droiture qui donneront de l'activité au marché, qui est mal assorti en ce moment. En ce qui concerne la marche de ce article, les prix ont été constamment à la baisse, circonstance due aux événements politiques. Toutefois, vers la fin de l'année les prix se sont un peu raffermis et se sont même améliorés pour quelques articles. L'occasion était favorable aux grandes tanneries pour s'approvisionner et ils ont profité de ces avantages.

En ce qui concerne Java les importations directes ont augmenté de 23,000 balles, la difficulté de la vente, l'opinion s'est améliorée après les ventes faites par inscription des diverses parties de Java par la Société de Commerce, ventes qui ont été faites couramment; quelques ordres aussi pour l'exportation sont venus vers la fin de l'année provoquer une hausse et beaucoup de fermeté pour les cours légers. Les balles lourdes se sont bien soutenues quant

aux prix contrairement à tous les autres articles, la peu d'importations qui a eu lieu se composait de mauvaises qualités, peu propres à l'exportation. Les cuirades Indes-Orientales, Bengale, Calcutta, Madras, Bombay, etc., ont trouvé un assez bon placement à l'intérieur par suite des bas prix, auxquels il reste peu de parties disponibles.

Les cuirades du pays, quoiqu'ayant partagé la défaveur générale, ont trouvé placement de temps en temps pour l'exportation, provoquée par les fluctuations du cours d'approvisionnement, est ainsi épuisé en grande partie. Les veaux gras pour l'exportation pour l'Angleterre sont presque épuisés, de même que les veaux secs, invendables au commencement de l'année et qui ont été recherchés à des prix en hausse soutenue pour l'exportation, vers la fin de l'année.

Les chevaux stationnaires. En peaux de moutons et de veaux du Danemark, nous avons en quelques arrivages directs qui se sont promptement écoulés.

Les cornes du Brésil ont été de même que l'année dernière, délaissées. Il reste sur place environ 100,000 pièces Buenos-Ayres et Brésil d'anciennes importations, 2,500 cornes de buffles se sont vendues dans la dernière vente publique à 9 c. — Les cornes de vaches du pays se sont couramment vendues pour l'exportation quoiqu'à des prix stationnaires.

Chronique commerciale. Aperçu sur les existences de sucre et café sur les six principaux marchés d'Europe au 1er décembre des années suivantes:

Table with 4 columns: Market (Hollande, Anvers, Hambourg, Trieste, Havre, Angleterre), Year (1845, 1846, 1847, 1848), and Quantity (cwt).

Au 31 décembre 1847, l'effectif de la marine marchande belge était de 138 navires. Il est aujourd'hui de 151 soit 15 de plus. La marine marchande a acquis 18 nouveaux navires, mais deux autres se sont perdus dans le courant de l'année et un est en démolition. Cette augmentation provient:

- 1. De ce que huit navires nouveaux ont été lancés en 1848; 2. De ce que neuf navires étrangers ont été nationalisés dans le courant de la même année; 3. De ce qu'un navire (Bernard), naviguant autrefois dans les eaux de l'intérieur, vient d'être armé pour la navigation sur mer.

L'Assemblée nationale publie sous la date du 31 décembre une revue rétrospective des événements qui ont eu lieu en France pendant l'année 1848. Voici cet article:

Nous voici arrivés à une date solennelle dans l'ère révolutionnaire. Au milieu de ce long voyage mêlé de tant d'épisodes, de tant d'accidents, il nous est bien difficile de résister au désir de jeter un regard en arrière. En consultant les impressions que nous ont laissées les premiers jours de cette commotion sociale, il nous semble que l'on entendait hier les premières volées du tocsin révolutionnaire. En nous rappelant les faits, les hommes, les gouvernements, que la tempête a dévorés, il nous semble que dix années nous séparent du 24 février.

Qu'on nous dise maintenant quels sont les bienfaits et les progrès apportés par cette révolution, les idées qu'elle a fait jaillir, les hommes qu'elle a mis en lumière; qu'on nous dise quelles économies dans notre budget, quelle activité dans l'industrie et le commerce, quelles améliorations dans les services publics, quel bien-être dans les classes laborieuses nous lui devons; qu'on nous dise ce qu'elle a donné à la liberté, à la légalité, à la morale publique; qu'on nous dise ce que lui doit la prospérité à l'intérieur, ce que lui doit l'honneur de la France à l'étranger!

Nous avons l'anarchie dans les idées, le découragement dans la nation, la paralysie dans les affaires; nous avons les plus cruelles privations dans les familles, la plus affreuse misère dans les classes pauvres; nos arts sont condamnés à l'impuissance ou à l'exil; les usines sont fermées, les magasins sont à louer. Nous avons perdu à l'intérieur plus de dix milliards, et au dehors tous les cabinets nous traitent avec dédain et nous condamnent à la politique d'isolement.

On a touché à tout et l'on n'a rien guéri, on a tout ébranlé et rien n'a été consolidé, on a ouvert la porte à toutes les théories, à toutes les ambitions, et l'on n'a pu imaginer une seule conduite pratique, un seul développement utile.

Gouvernement provisoire, comité central, dictature, présidence, aucun pouvoir n'a pu réparer les désastres de février.

Après dix mois d'incertitude et de sécheresse, nous subissons encore une situation provisoire. Les calamités publiques sont arrivées à leurs dernières limites, le gouffre du déficit se creuse de plus en plus; nous suivons une pente qui nous conduit infailliblement à la banqueroute; triste bilan dont chaque jour dissipe l'aérial et grossit lourdement le passif. Triste présent qui léguera sans cesse au lendemain la menace d'un nouveau danger pour la cité, d'une nouvelle insurrection dans la société!

Quelles débâcles de pouvoir, quelle impuissance! quels déplorable résultats! quelle faiblesse de l'organisation dans la magistrature, dans l'armée, dans les services publics, dans toutes les administrations des provinces! Quelles profondes blessures faites au pays! Quelles concessions accordées aux principes de décomposition sociale!

Dans chaque page de cette triste histoire de dix mois, on retrouve un nouveau déchet, une cause de décadence pour la nation.

Chaque acte de cette pitoyable pièce politique devenue tour à tour comme un jeu de hasard, une comédie sans but, une parodie avec Louis Blanc, une farce avec Flocon, un drame avec Ledru-Rollin, une tragédie avec Favignani, on a vu jusqu'ici tous les éléments abandonnés, toujours la scène avec des souffles, avec des huées.

Dans chaque nouveau pouvoir, dans chaque nouvelle étape de cette déplorable période, la nation a trouvé le même malaise, la même fatigue, les mêmes causes d'impuissance.

ses drapeaux et dans ses programmes; jusqu'à ce jour, elle n'a encaissé que des défaites, elle n'a créé que des déficits.

Jusqu'à ce jour, enfin, la révolution de février n'a été pour la nation qu'une halte dans le sable, dans un sable mouvant, stérile, déjà marqué de taches sanglantes. Puisse-t-elle du moins changer cette année, puisse-t-elle surtout ne pas devenir, avec les républicains rouges, une halte dans l'incendie, dans le pillage, dans le sang!

Nous complétons aujourd'hui les nouvelles de presque tout le continent de l'Amérique. Ces nouvelles, en ce qui concerne l'Amérique du Sud, sont loin d'être satisfaisantes.

Au Chili (29 septembre), les affaires sont nulles, et la querelle engagée avec Buenos-Ayres à propos des frontières des deux états a pris un caractère alarmant. La république argentine est encore menacée d'une nouvelle guerre du côté du Paraguay; le gouvernement de ce dernier pays a chassé par la force les sujets argentins qui s'étaient établis sur l'île d'Apipe dans le Parana; de telle sorte qu'aujourd'hui Rosas est en guerre avec tous ses voisins sans exception, et avec les deux plus grandes puissances de l'Europe.

Au Mexique, la situation ne fait qu'empirer; dans l'Etat de Yucatan cependant, les Indiens commencent à reculer devant les carabines des volontaires américains, et il paraît que le chef des Indiens a demandé la paix.

Pour faire pendant à ces tristes nouvelles, les journaux des Etats-Unis nous donnent celles de leur pays. Là, au contraire, tout annonce une prospérité inouïe, un développement de l'énergie nationale que rien ne semble devoir arrêter, une confiance dans l'avenir et une conscience du bonheur présent qui peuvent faire envie à tous les autres peuples de la terre. La le pouvoir va passer des mains d'un parti dans celles d'un autre, et personne sur le vaste territoire de l'Union ne semble songer que ce changement puisse amener la plus légère perturbation. Heureux pays, où tout le monde croit à la toute-puissance de la loi et sait la respecter! Bien que l'opinion sache gré au gouvernement qui s'en va de tout ce qu'il a fait pour le bien de la commune patrie, c'est avec une joie qui tient presque de l'ivresse qu'on se jette au-devant du nouveau président. La Taylormania, comme on dit aux Etats-Unis, semble s'être emparée de toute la nation. Les journaux ont environné le général Taylor d'un cercle d'observateurs qui publient ses moindres actions par les mille voix de la presse. Un journal de New-York annonce qu'il a lui seul, envoie trois de ses rédacteurs avec mission de s'établir aux environs de Baton-Rouge, la propriété du général, près de la Nouvelle-Orléans, et de ne le quitter qu'après qu'il sera venu prendre possession du gouvernement à Washington.

Le brave général ne peut plus faire un pas qu'il ne voie des masses de peuple se précipiter à sa rencontre pour venir le féliciter. L'autre jour, ses affaires privées l'ont contraint à faire une courte visite à la Nouvelle-Orléans, et Dieu sait les démonstrations dont il a été l'objet. Quelques-unes ont été au moins singulières. Une fois, il a vu l'hôtel Saint-Charles, où il était descendu, pris en quelque sorte d'assaut par une multitude qui venait lui demander, non pas un speech, mais de vouloir bien répéter devant elle son fameux mot de la bataille de Buena Vista: A little more grape, captain Bragg (un petit peu plus de mitraille, capitaine Bragg). Une autre fois, c'est une compagnie d'artillerie qui arrive avec ses pièces dans le jardin de l'hôtel et exécutent un interminable salve pendant tout le temps que dure le dîner du général. Nous n'en finirions pas si nous voulions citer toutes les anecdotes qui remplissent les journaux américains sur le compte de l'Old Man, du Whitehead, du Rough and Ready, du vieux, de la tête blanche, du Rude et Prêt, comme on l'appelle familièrement.

Toutefois, aux Etats-Unis, plus que partout ailleurs, l'homme ne voit de sentiment, les affaires positives y occupent même une plus large place que dans bien d'autres pays. Aussi y a-t-on reçu avec reconnaissance les documents que le cabinet du président Polk vient de publier, et qui annoncent dans toutes les branches de la fortune, de l'activité nationale au développement de prospérité et d'énergie merveilleux.

Histoire de la dette publique en Angleterre.

En Angleterre, ainsi que dans les autres contrées de l'Europe, longtemps avant que le commerce et l'industrie aient commencé à prendre l'essor, chez les grandes nations européennes, les gouvernements et leurs chefs se sont trouvés dans la nécessité d'avoir recours à des emprunts. Ils étaient forcés alors de livrer à ceux qui leur prêtaient de l'argent les revenus du domaine, c'est-à-dire des terres de l'Etat, des mines, des salines, des pêches, en garanti du paiement des intérêts et du remboursement des capitaux empruntés. Ces ressources épuisées, on avait dû abandonner aux créanciers la perception de diverses brèches.

Au 15e siècle, lorsque la république de Gènes venait de donner le premier exemple d'une administration régulière de la dette publique dans l'institution connue sous le nom de Banque de St-Georges (nom qui a induit en erreur plus d'un économiste sur la véritable nature de cet établissement), l'Angleterre était encore un des pays les moins avancés de l'Europe, et la dette anglaise ne dépassait pas la somme de 300,000 L. Cette dette eût été cent fois plus considérable si le gouvernement n'avait dû s'arrêter dans la voie des emprunts, devant l'opposition des parlements, l'excessive rareté des capitaux, et le peu de confiance que les capitalistes.

Ces états de choses ne pouvaient s'améliorer que très lentement au milieu des guerres civiles qui agitaient l'Angleterre au 16e siècle. Les guerres touchèrent à leur fin, après la moitié du 17e siècle, l'activité des esprits se reporta sur les questions politiques intérieures à l'industrie et au commerce. Dès ce moment le capital commençant à augmenter, les emprunts devinrent difficiles à contracter, et la dette publique s'éleva, en 1669, à 1 million 1/2 sterling. Cette somme, à laquelle nos financiers seraient à peine attention, parut alors effrayante, et le crédit en fut forcément ébranlé. On ne parla donc que de diminuer la dette publique, pendant que par la force même des circonstances, elle continuait à augmenter.

Nous arrivons à l'époque où s'accomplit la dernière révolution politique intérieure de l'Angleterre par l'introduction d'un gouvernement économique tranquille et stable. On venait d'entrer, en peu d'années, presque toutes les formes d'emprunt, rentes viagères, annuités, rentes perpétuelles, émissions de bons de l'échiquier, lorsqu'on trouva en 1689, que les charges annuelles portées par les dettes contractées jusqu'alors absorbaient les revenus du revenu de l'Etat, estimés à 2,350,000 liv. ster. Cette situation fut jugée dangereuse et intolérable, et le nouveau gouvernement se trouva d'abord enveloppé dans une grave difficulté de finances. Ne voulant pas recourir à augmenter le pays de nouvelles taxes, il n'avait d'autre moyen de se retirer momentanément de l'embaras que celui des emprunts; mais il rencontrait partout des obstacles. En 1692, il offrit publiquement, pour un emprunt de 1 million sterling, les conditions les plus onéreuses que le trésor, et il ne réussit à trouver que 300,000 liv. ster. à des conditions plus onéreuses encore que celles qu'il avait proposées. Ensuite, après, le gouvernement anglais, engagé dans la guerre de la suc-

... d'Espagne, et pressé par le besoin d'argent, contracta encore de nombreux engagements; à la fin de cette guerre, après la paix d'Utrecht, l'énormité de la dette publique donna lieu à un grand nombre de projets de réforme. Un cri unanime se fit entendre en 1716, sur la nécessité de renouer absolument au système des emprunts et de songer aux moyens d'éteindre peu à peu les dettes contractées jusqu'alors par l'Etat. Ce fut l'origine de l'institution d'une caisse d'amortissement, proposée d'abord par lord Stanhope et réalisée sous le ministère Walpole.

L'introduction de cette nouvelle institution fut préparée par une loi qui fixa l'intérêt légal de l'argent à 5 p. c. et qui amena une réduction analogue dans les hauts intérêts exigés auparavant par les créanciers de l'Etat. On affecta à la caisse d'amortissement un fonds équivalant à 8 millions de francs environ pour la première année. Ce fonds fut continué et même augmenté, de sorte que, douze ans après, en 1728, on avait réuni en caisse environ 6 millions 1/2 de liv. st. ou plus de 160 millions de francs. On avait aussi réduit progressivement les intérêts de 5 p. c. Tout cela eût été d'un grand soulagement pour le pays, si, d'un autre côté, la dette n'avait pas été augmentée pendant le même intervalle dans de bien plus grandes proportions, tellement qu'elle dépassait déjà 1 milliard 300 millions de francs.

Les attaques contre le système des emprunts se renouvelèrent donc en 1728 avec plus de force qu'en 1716, et tout le monde parut enfin tomber d'accord sur ce point, que les revenus étant insuffisants à couvrir les dépenses, on aurait dû y suppléer par l'augmentation de l'impôt, plutôt que de surcharger l'Etat de nouvelles dettes.

Tout cela était plus facile à dire qu'à réaliser. Les ministres étaient peu disposés à se rendre impopulaires par la proposition de taxes additionnelles: on continua donc à emprunter, et, en 1756, la dette publique de l'Angleterre fut évaluée à 140 millions sterling, soit 3 milliards 1/2 de francs.

Une lutte ne tarda pas à s'engager entre l'Angleterre et ses colonies dans l'Amérique du nord, et la guerre qui s'ensuivit entraîna le gouvernement britannique qu'au préalable dans de ruineuses opérations de finances, par suite desquelles la dette publique avait augmenté, en 1776, de 140 millions sterling à 238 millions, c'est-à-dire de 3 milliards 1/2 de francs à 6 milliards environ.

Lorsque, après la conclusion de la paix américaine, tous les regards se tournèrent vers la situation économique intérieure du pays, on revint à la résolution de diminuer la dette publique et de l'éteindre peu à peu. Dans ce but, on se demanda, en 1786, soixante ans après l'institution de la caisse d'amortissement, quels en avaient été les avantages. On trouva qu'elle n'avait produit au fond aucun résultat. On voulut donc essayer un nouveau plan; la caisse d'amortissement fut confiée à une administration spéciale et distincte, chargée d'employer successivement une portion déterminée de revenu à l'acquisition des rentes, et fonctionnant à intérêts composés. La première allocation annuelle fut de 1 million sterling.

Cependant l'opinion générale semblait demander de plus amples précautions pour assurer la réduction de la dette. On imagina de rattacher à chaque emprunt séparément considéré, et indépendamment des fonds destinés à l'acquiescement des intérêts, un impôt spécial dont le produit, équivalant à 1 p. c. du capital, devait en opérer le remboursement en un nombre d'années déterminé d'avance. L'amortissement fut, à ce point de vue, l'objet de plusieurs publications où l'on démontrait que, par ce système, tout emprunt aurait pu être intégralement remboursé dans quatre-vingt-cinq ans à dater du jour où il aurait été contracté, et que l'on devait attendre, par conséquent, à voir disparaître complètement la dette publique anglaise en moins d'un demi-siècle.

En milieu de ces beaux raisonnements, les ministres empruntaient à une époque, en faveur des prêteurs, de 15 p. c. entre le capital réel et le nominal.

Une fois faites commença une nouvelle guerre qui devait être plus longue et plus terrible que toutes les guerres précédentes. Jamais les ministres n'avaient en un plus grand besoin d'argent; aussi la dette publique augmenta sans mesure: tous les esprits se montraient inquiets sur cet état de choses. On avait dû renoncer au système impraticable de liquider chaque emprunt à part et au moyen d'un impôt spécial, et on revenait au mode déjà proposé d'affecter le produit de certaines taxes à la réduction de la dette en général. Le gouvernement, effrayé lui-même de la situation, parut enfin déterminer à prendre une mesure radicale, et à augmenter la contribution de l'impôt pour suppléer aux besoins extraordinaires du trésor. En effet, on décréta, en 1807, une taxe de guerre de 500 millions de francs. Mais cette somme était loin encore de couvrir les dépenses; et, toute taxe additionnelle devenant impossible, le système des emprunts fut bientôt repris. Cependant, pour donner une satisfaction au public, il fut arrêté qu'un fonds d'amortissement très considérable serait prélevé sur les taxes mêmes de guerre.

Alors tout le monde se livra encore une fois à de nombreux calculs, pour démontrer les heureux effets que devait produire cette mesure. On s'attachait de tous côtés à développer la pensée de Franklin, que de petites économies donnent d'immenses résultats. Un son, disait-on, placé à intérêts composés au commencement de l'ère chrétienne, aurait produit, au moment où l'on écrivait, une si grande quantité d'or, qu'elle n'eût pu être contournée dans deux cents cinquante globes, dont chacun aurait été aussi vaste que la terre. Un célèbre mathématicien de l'époque ne dédaigna pas de s'occuper de ce calcul, où il ne trouva qu'un peu à rabattre du nombre des globes.

Pendant que ces futilités amusaient le peuple, la dette publique grossissait tous les jours. Il n'y avait que quelques millions dans la caisse d'amortissement, et, de 1793 à 1812, on avait emprunté à toutes conditions. On avait reçu 150 millions sterling, et on s'était engagé pour un capital nominal de 250 millions.

Après un bouleversement universel, survint enfin la paix générale en 1815. Dès lors il ne fut plus question que de replacer l'administration économique du pays dans un état normal; l'attention générale se reporta d'abord sur la dette publique. L'institution de la caisse d'amortissement fut sérieusement examinée dans son principe, dans ses applications et dans ses résultats. Hamilton fut le premier à démontrer que cette institution, qui devait réduire la dette et alléger les charges du trésor, avait, au contraire, en ce dernier 20 millions sterling, ou un demi milliard de francs. Il démontra en même temps que toute mesure par laquelle on réduisait les dépenses sur les dépenses d'une nation qui peut se redresser ou en éteindre la dette, et que l'on prétendait en vain atténuer, au moyen d'une caisse d'amortissement, les effets désastreux d'une dette qui était d'ailleurs sans cesse augmentée dans des proportions énormément plus grandes que celles de la diminution des fonds destinés à la diminuer. Il prouva du reste que, dans l'application des fonds destinés à l'amortissement, ils avaient été détournés de leur destination, malgré toutes les précautions prises pour empêcher ces détournements.

Il semblait considérer l'institution d'une caisse d'amortissement comme inutile ou même nuisible. Les hommes d'Etat et des économistes n'étaient pas tous d'accord avec lui sur ce point. Cependant Ricardo lui-même, tout en reconnaissant en principe les bons effets que pourrait avoir une caisse d'amortissement dont les fonds seraient loyalement et sincèrement employés, ajoutait qu'il regardait cet emploi suivi, loyal et sincère comme une chose, moralement impossible, à réaliser. Quoi qu'il en soit, la mesure de Hamilton, qu'une réduction efficace de la dette publique ne peut avoir lieu que par l'emploi de l'excédant des revenus de l'Etat sur ses dépenses, a été généralement adoptée par le gouvernement et par le parlement britannique.

C'est d'après ce système que la dette anglaise a réellement un peu diminué depuis vingt-cinq ans environ. On l'estimait, en 1823, à plus de 20 milliards de francs; aujourd'hui à 19 milliards de francs environ. En 1844, les charges annuelles portées par cette dette considérée dans son ensemble étaient de 24,551,753 livres sterling, ou de 740,228,325 fr., y compris les intérêts d'administration. D'un autre côté, le revenu offrait, pour la même année, un excédant de 82 millions de francs sur les dépenses. On peut remarquer que, depuis 1823, la proposition des charges annuelles de la dette anglaise n'a pas beaucoup changé en Angleterre; cette proposition

... était alors de cinq milliards, et aujourd'hui elle excède à peu près de sept milliards. Toutefois, les charges de la dette ont marché dans une progression un peu plus élevée que le revenu: elles sont aujourd'hui vingt-huit fois plus fortes, et le revenu n'est que vingt-cinq fois plus considérable qu'en 1689.

En additionnant le capital nominal de la dette publique des différents Etats de l'Europe, il en résulterait dans l'ensemble une somme de plus de 43 milliards de francs, dont 19 milliards dus par l'Angleterre. Or, on a calculé la valeur de tous les métaux précieux monnayés en Europe à 9 milliards au maximum. En adoptant cette évaluation, on voit que, dans l'hypothèse où tous les créanciers de l'Angleterre viendraient réclamer à la fois le remboursement de leurs créances en espèces, le gouvernement anglais, alors même qu'il réussirait à concentrer dans ses mains tout l'or et tout l'argent monnayés de l'Europe, ne pourrait pas encore éteindre la moitié de sa dette.

### Révolte dans la légion étrangère en Algérie.

Un événement affreux vient de se passer dans le cercle de Bathna. Vingt-et-un hommes du 2<sup>e</sup> régiment de la légion étrangère se trouvaient à Aïn-Yakout, à environ huit lieues au nord de Bathna; ils étaient occupés aux travaux de construction qu'on exécute à ce poste. Le 2 décembre, le lieutenant qui les commandait fut appelé à Bathna pour affaire de service; et le sous-officier qui devait le suppléer était allé, avec un chef indigène, à deux lieues plus au sud, à Omm-el-Isman, où l'on élève quelques bâtisses.

Il ne restait qu'un caporal pour chef à Aïn-Yakout. Le détachement qui était composé d'Espagnols et d'Allemands se divisa, à propos d'une question de gamelle; les Allemands se récriaient contre l'incapacité du cuisinier qui était Espagnol et que ses compatriotes soutenaient chaudement. Le caporal intervint dans cette querelle si futile à son origine, et décida que le cuisinier espagnol serait remplacé par un Allemand. Trois Espagnols, que cette décision avait rendus furieux, tombèrent à coups de haches et de couteaux sur le pauvre Allemand, qui succomba bientôt à leur attaque.

Devenus plus exaspérés encore après ce meurtre, les Espagnols se jetèrent sur tout ce qui se présenta à eux et blessèrent plusieurs hommes, notamment un adjudant d'administration, dont la vie est en danger. Les trois révoltés se dirigèrent ensuite vers Omm-el-Isman, pénétrèrent dans la maison crénelée qui s'y trouve; et, s'emparant de tous les fusils qu'ils y rencontrèrent, se préparèrent à soutenir un siège.

Le sergent Knols, informé de ce qui venait de se passer, et quoiqu'il sût que ces révoltés faisaient feu sur quiconque se présentait à leur portée, n'hésita pas à se rendre à la maison crénelée et à parlementer avec ceux qui l'occupaient. En vain il chercha à se faire entendre; reçu à coup de fusil, il résolut courageusement de réduire par la force ces forcenés qui ne voulaient écouter aucune raison. Prenant avec lui les trois factionnaires qui se trouvaient au dehors, il tourne adroitement la position et réussit à entrer d'assaut dans la maison crénelée.

Durant le combat acharné qui eut lieu, deux des Espagnols révoltés perdirent la vie; le troisième, fait prisonnier, va passer au conseil de guerre.

Le brave sergent qui vint ainsi à bout de ces furieux avait essuyé plus de vingt coups de fusil avant de réussir à dompter la résistance. Il eut le bonheur inouï de ne pas être atteint, quoiqu'on eût tiré sur lui presque à bout portant.

### Nouvelles de Hongrie.

La Gazette de Vienne du 29 décembre publie le bulletin sur la prise de Raab. C'est le 27 que le prince Windischgrätz a pris possession de la ville. Une députation est venue au devant du prince pour lui remettre les clés de la ville; les troupes impériales ont été reçues aux acclamations générales des habitants et aux cris de vive l'empereur. L'ennemi avait pris la fuite avec une telle précipitation qu'il a été impossible de l'atteindre. La ligne de fortification que l'ennemi vient d'abandonner est tellement forte qu'on ne saurait attribuer sa fuite qu'au découragement des troupes. Aussi voit-on grand nombre d'officiers quitter les drapeaux des insurgés pour se rallier au drapeau impérial.

Le 25, le général Nugent a occupé Kormendj avec un corps d'armée de 12,000 hommes et poursuivi les insurgés jusqu'à Janoshaza. Ce corps a donc pu faire sa jonction avec celui du comte Althaus et se mettre en rapport avec le corps du prince Windischgrätz.

Le bulletin contient encore différents faits d'armes tous à l'avantage de l'armée autrichienne. Parmi les insurgés prennent la fuite.

— Bien que nous ayons déjà fait connaître l'analyse de la déclaration officielle de la cour de Vienne sur les affaires de Rome, nous croyons devoir reproduire cette pièce *in extenso*. La voici :

Lorsque Pie IX monta sur le trône pontifical, on sentait généralement le besoin d'introduire de vastes réformes dans l'administration de l'Etat de l'Eglise. Le nouveau pape sut reconnaître ce besoin et l'entra résolument, aux vives acclamations de l'Europe, dans la voie du progrès légal. Parmi les admirateurs enthousiastes de Pie IX, on remarquait surtout les adhérents d'un parti qui avait juré une haine implacable à toute autorité spirituelle et temporelle comme représentant le désordre social et qui, depuis nombre d'années, avait choisi la péninsule italienne pour en faire le théâtre de ses dangereux desseins. Il était facile de constater les projets de ces gens-là. Ils eurent bientôt reconnu que rien ne pouvait mieux favoriser leurs plans que de les continuer sous le manteau de l'illustre nom de Pie IX. Dès lors, on mit en œuvre à Rome tous les leviers de la révolution, et cette ville de la paix devint l'arène des passions déchaînées et le centre d'un mouvement qui ne tarda pas à passer les Alpes dans une direction qui dut condamner le pape; attenda qu'elle dépassait de beaucoup le but qu'il s'était proposé dans son cœur bienveillant.

Mais la république italienne une et indivisible, à laquelle aboutissaient les efforts du radicalisme transalpin, était impossible tant que la puissance de l'Autriche sur le Pô et sur le Tessin opposait une forte digue aux flots de la révolution. Il était par conséquent très naturel que l'expulsion des Autrichiens devint le cri de guerre général des radicaux et que, pour atteindre plus sûrement à ce but, ces derniers cherchaient à provoquer à tout prix un conflit entre le gouvernement impérial et celui du pape, persuadés qu'ils étaient que la popularité extraordinaire de Pie IX peserait d'un grand poids dans la balance au préjudice de l'adversaire. Si ces menées et ces intrigues du parti révolutionnaire, qui se recule devant aucun moyen quand il s'agit de réaliser son but anti-social, n'avaient pas, déjà à l'occasion des démêlés de Ferrare, une rupture entre les deux gouvernements, on n'en eût redoublé qu'à la grande modération et à la longanimité de l'Autriche, qui, tenant compte, comme elle le devait, des embarras extrêmes du saint-père, lequel reconnut avec douleur qu'il était débordé par le parti du mouvement, ne pouvait ni ne voulait oublier que le souverain des Etats pontificaux est en même temps le chef suprême de l'Eglise, dont fait partie la majorité des peuples de l'Europe. Mais cette modération, loin d'être appréciée,

... ne fut qu'un prétexte pour pousser la rage du parti révolutionnaire. On arracha les armes d'Autriche du palais de l'ambassade à Rome, et bien que le saint-père exprimât lui-même à l'ambassadeur d'Autriche ses vifs regrets de cette indigne violation du droit des gens, son gouvernement était trop faible en présence de l'arrogance des partis pour réparer l'insulte qui avait été commise.

Vers cette même époque, des troupes papales passèrent le Pô, contre la volonté expresse de leur légitime souverain, pour combattre dans les rangs des ennemis de l'Autriche, et prouvèrent de la sorte d'une manière irrécusable que l'autorité du pape dans son propre pays n'était plus qu'un fantôme. Lorsque ces faits de notoriété publique eurent donné au gouvernement autrichien la triste certitude que le saint-père n'était plus libre ni en état d'accorder à son représentant la protection internationale à laquelle il avait droit, il ne lui restait d'autre alternative que de rappeler de Rome l'ambassadeur d'Autriche.

Maintenant les choses ont changé. Poussé aux dernières limites par l'horrible ingratitude de ceux sur qui il ne voulait que répandre des bienfaits et qui nagnèrent encore l'élevation jusqu'aux nues, le saint-père a dû se soustraire par la fuite à ces violences. Arrivé à Gaète, il a protesté solennellement à la face du monde contre l'attentat criminel du 16 novembre, et déclaré nuls et non avenue tous les actes qui en sont la conséquence. Cette protestation a été communiquée officiellement à la cour impériale. Comme il ressort clairement de ce document que le saint-père a échappé aux mains de ses oppresseurs, et que, comme il possède la liberté nécessaire pour exercer ses fonctions apostoliques, S. M. l'empereur, obéissant à l'impulsion de son cœur, renouera avec le chef suprême de l'Eglise les relations diplomatiques, si importantes pour les intérêts religieux de ses peuples, et lui offrira l'expression de sincères sympathies que méritent à un si haut degré les vertus, le malheur et la haute position de Pie IX. A cet effet un envoyé impérial se rendra immédiatement à Gaète auprès du saint-père.

Prague, 29 décembre. — Hier est arrivé ici le grand-duc Constantin de Russie; il a été reçu par le régiment grand-duc Michel, rangé en ligne.

— Le Moniteur de Prusse publie les budgets des dépenses et des recettes pour 1849, tels qu'ils ont été fixés par le roi pour être présentés plus tard aux chambres législatives. Nous voyons figurer parmi les recettes: les produits des domaines et des forêts pour une somme de 11,799,712 th.; les contributions directes pour 20,369,248 th.; les contributions indirectes pour 28,106,679 th.; le monopole sur le sel pour 8,445,475 th.; la loterie 1,029,917 th.; les mines, forges et mines de sel 5,959,226 th.; les postes 6,941,310 th. Ce qui constitue un total de 88,566,380 th., et par conséquent une augmentation de 2,942,641 th. sur l'année 1848. Les voies et moyens extraordinaires sont évalués à 5,608,000 th.

Les dépenses pour 1849 s'élevèrent ensemble à 88,506,061 th. augmentation sur l'année 1848 de 6,582,322 th. Les dépenses extraordinaires pour 1849 sont évaluées à 5,668,319 th. Dans ces chiffres figurent: 1<sup>o</sup> les frais d'administration des différentes branches du revenu public, pour 22,488,589 th.; 2<sup>o</sup> dotation de la couronne et la dette publique pour 10,122,299 th., c'est 716,300 th. de plus qu'en 1848; 3<sup>o</sup> la présidence du ministère, y compris l'administration de la monnaie et la chambre des comptes pour 206,818 th.; le ministère des affaires étrangères pour 959,425 th.; le ministère des finances pour 7,258,354 th.; le ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics pour 6,771,107 th.; le ministère de la justice pour 6,626,334 th.; le ministère de l'intérieur pour 3,485,905 th. celui pour les affaires de l'économie rurale pour 1,396,713 th.; le ministère du culte, instruction publique, etc., pour 3,379,510 th., et celui de la guerre pour 25,811,007 th.

— La même feuille publie une circulaire que le ministre de l'intérieur a adressée le 28 à tous les présidents des gouvernements (le gouvernement est une subdivision de la province), en les engageant à donner toute publicité à cette instruction. Le ministre s'attache à faire ressortir l'importance qu'il y a pour les autorités à user de leur influence sur les élections, non pas d'une manière directe, mais en déjouant toutes les intrigues auxquelles on pourrait recourir pour tâcher de faire échouer les candidats favorables à la monarchie constitutionnelle. Les autorités agiront de manière que tout électeur primaire, que tout électeur définitif soient bien pénétrés de l'importance de leur haute mission et sachent apprécier les dangers de mauvais choix.

Le ministre recommande aussi aux autorités de ne pas perdre de vue l'importance des élections qui vont avoir lieu, de ranimer la conviction dans les esprits timorés, d'inspirer aux amis de l'ordre et de la liberté le courage d'aborder le champ de bataille politique, pour assurer le maintien de la constitution par le choix de députés patriotes et éclairés. En un mot, les autorités doivent combattre toute espèce de corruption, sous quelque forme qu'elle se produise, parce qu'il est de l'intérêt du gouvernement comme du pays, que les élections représentent fidèlement l'opinion de ce dernier.

— On lit dans la Gazette de Hanovre :

« La doctrine schleswico-holsteinoise sur le chef de l'empire d'Allemagne, qui ne veut un empereur d'Allemagne que pour faire la guerre au Danemark, et qui maintenant s'efforce tant à se produire dans les feuilles de Francfort, cette doctrine désintéressée de la prudence politique ne se contente pas de suspecter les intentions de l'Autriche, mais, pour démontrer toujours plus clairement combien il est indispensable que l'Allemagne ait un chef unique héréditaire et que la Prusse est seule propre à remplir cette haute mission, elle prend encore à tâche de reprocher aux autres Etats allemands, entr'autres au Hanovre, leur manque de patriotisme. La Prusse a fait voir comment elle apprécie les offres et les tendances du parlement de Francfort, et les autres Etats allemands, entre l'Autriche, ne voudront pas se compromettre par une inopportune rivalité relativement à la dignité impériale, pas plus qu'ils n'ont l'intention de se laisser dominer ainsi par un Etat qui a été jusqu'ici leur co-souverain. »

« La Gazette allemande, qui aime tant à parler de la concorde et de l'unité de l'Allemagne, aurait bien dû s'abstenir de s'étendre si longuement sur le « particularisme » et les « négociations séparées » qui se poursuivent entre la Bavière, la Hesse électorale et le Hanovre, etc. Pour ce qui est du Hanovre, ces insinuations sont évidemment absurdes; aucun Etat ne s'est prononcé plus franchement pour l'unité allemande. Sont-ce des tendances séparatistes qui ont déterminé le Hanovre à envoyer ses troupes dans les duchés pour combattre les Danois? Est-ce manifestement des tendances séparatistes que de payer à la première demande 125,000 thaler pour la flotte allemande, de faire publier dans le pays le bulletin des lois de l'empire, de mettre les troupes du royaume à la disposition du pouvoir central pour maintenir l'ordre dans d'autres contrées de la patrie? »

« Quand on cherche à s'éclaircir, fait-on des représentations contre les arrêtés de l'assemblée nationale qui peuvent avoir des conséquences préjudiciables? Il est encore une foule de questions que nous pourrions adresser. Mais à Francfort, où l'on sait tout cela, nous ne nous en soucions pas de discuter le Hanovre et à donner à entendre que le moment n'est venu pour la Prusse de se mettre à la tête de l'Allemagne, car les doctrinaires de Schleswig-Holstein s'inquiètent peu de l'unité de l'Allemagne, et se contentent de voir le Schleswig, entre les mains de l'Allemagne. »

Paris, 28 décembre. — Ce matin à 6 heures, nous avons été fort effrayés par un coup de canon tiré sur la ville. Un canonier, dégradé pour insubordination, voulant mettre fin à ses jours, se plaça devant une pièce de canon qu'il déchargea sur sa propre personne. Malheureusement le canon était braqué contre la ville, et le boulet a causé un grand dégât à différents bâtiments. Le corps de cet infortuné a été trouvé en lambeaux.

FRANCFORT, 30 DÉCEMBRE. — On a interprété comme un abandon de la cause allemande de la part de l'Autriche la circonstance que, d'ordinaire, elle transmettra par son ministre des affaires étrangères au ministre de l'empire pour le département des affaires étrangères toutes les correspondances, même celles qui ont trait aux affaires intérieures de la confédération. Lorsqu'on apprit que la Bavière avait suivi la même voie lors de la remise des lettres de créance de M. de Xylander comme plénipotentiaire près le pouvoir central, on eut, attendu les soupçons qui planent sur cet état par suite de son attitude dans la question allemande, reconnaître dans cette démarche un dessein significatif.

Pour ce qui concerne ce dernier état, nous pouvons assurer de source certaine qu'il ne faut chercher que dans l'organisation et dans les rapports de compétence des ministères royaux à Munich la raison pour laquelle la lettre qui accreditait M. le colonel de Xylander en qualité de plénipotentiaire était adressée au ministre de l'empire pour le département de l'extérieur. (Journal de Francfort.)

Le prince Frédéric de Bade et le prince de Fürstenberg ont échappé à un grand danger en se rendant à Olmütz. Partis de Breslau le 22 au matin par le chemin de fer, les princes étaient arrivés à 11 heures et demie du soir près de la frontière d'Autriche entre Schönbrunn et Stauding, lorsqu'un convoi de marchandises qui suivait le train des voyageurs heurta très violemment ce dernier, dont plusieurs wagons ont été brisés. Malheureusement deux personnes ont été tuées et 8 à 10 plus ou moins grièvement blessées. Les deux princes et leur suite en ont été quittes pour la peur et ont pu continuer le 23 leur route pour Olmütz, où ils sont arrivés le soir.

Nous trouvons dans un journal de Francfort, die Flugblatte aus der deutschen Nationalversammlung, un article remarquable sur la question capitale du moment. Il en résulte que la réaction dans les esprits augmente de jour en jour, et que l'assemblée nationale allemande se verra bientôt dans la nécessité de s'appuyer dans tous ses actes sur l'assentiment de ces mêmes gouvernements dont elle voulait d'abord exclure toute influence sur ses résolutions.

Voici une traduction de cet article :

LA QUESTION DU CHEF DE L'EMPIRE.

Il est évident aujourd'hui que toute l'œuvre de la constitution allemande échouera si la question du chef de l'empire ne trouve pas de solution — et nous devons constater à regret que dans le choc et la confusion des idées que nous rencontrons partout, la possibilité d'une solution disparaît chaque jour de plus en plus.

L'œuvre tout entière de notre constitution souffre par le fait d'une abstraction qui est cause ou qu'elle ne pourra s'établir ou ne pourra se maintenir. Dès le début du mouvement national on n'a gardé aucune mesure, on s'est monté la tête par la haine du passé, on a rêvé un avenir entièrement nouveau, un passage subit de l'ancienne situation vicieuse dans une position nouvelle et fortunée — et l'on ne s'est pas aperçu que par de telles idées on se rendait coupable d'une exagération colossale. On a pourtant fini par s'en apercevoir, mais alors la fausse honte a empêché de reconnaître la faute commise, et l'on a persisté dans l'exagération, sans réfléchir que le premier feu de l'inspiration s'était déjà éteint. Aussi la réaction et le vide, qui succèdent toujours aux exagérations lorsque celles-ci ne sont pas soutenues par l'enthousiasme, n'ont-ils pas tardé à se manifester dans le pays.

On avait arraché les fils qui reliaient le présent au passé; on s'était proclamé souverain à l'exclusion des gouvernements et des Etats particuliers. Certes, il est évident que c'était là une injustice et une faute politique dont on aurait facilement pu calculer les suites; mais on n'y fit aucune attention et l'on se plut infiniment dans cette nouvelle souveraineté. On agissait absolument comme si tout était dans l'ordre normal, comme si l'on se trouvait sur un sol ferme, tandis que l'on ne savait que trop bien que le roc n'existait pas et que le sol se composait d'un sable mouvant.

On a fait valoir l'argument que chaque Etat qui avait ordonné les élections pour l'assemblée de Francfort, devait se soumettre aux résolutions de cette assemblée, tandis que l'on savait qu'aucune loi électorale ne saurait justifier ni la souveraineté usurpée, ni les décrets administratifs d'une assemblée constituante. On savait que l'on avait tort; mais on agissait comme si l'on avait raison, parce que pour le moment l'injustice pouvait triompher dans une partie de l'Allemagne. C'est ainsi qu'on a vécu dans une atmosphère de mensonge, dont on convenait, mais que l'on ne voulait pas quitter, parce qu'on redoutait l'atmosphère de clarté et de vérité.

La question autrichienne a été déchirée ce voile d'illusion. Quoi qu'en dise la Gazette des Postes pour démontrer que l'on n'a pas abandonné vis-à-vis de l'Autriche la position d'une assemblée agissant sans le consentement et la coopération des Etats particuliers, chacun sait qu'à l'égard de l'Autriche on est doucement descendu de cette position souveraine, et personne ne songe à écraser l'Autriche comme rebelle à l'autorité centrale, selon l'expression consacrée au début de la session de l'assemblée. Les paragraphes 2 et 3 de la constitution n'ont été votés que pour la forme, et pour en finir provisoirement, du moins en ce qui concerne le nombre des membres du nouvel Etat fédératif. D'ailleurs, la voile de mensonge a été déchirée dans la séance du 30 novembre.

Jusqu'alors on avait eu l'air de croire qu'on pouvait régenter l'Autriche tout comme les petits Etats allemands; on avait chargé le ministre de donner suite à des mesures pour l'exécution desquelles chacun savait qu'on n'avait pas le pouvoir nécessaire. C'est dans cette séance du 30 novembre que pour la première fois, on a pu prendre comme résolution sur les affaires intérieures de l'Autriche, parce qu'on ne voulait pas prolonger plus longtemps une comédie inutile.

Ce premier pas en arrière est décisif. On se trouve absolument dans la même position que l'égard de l'Autriche, vis-à-vis de tout état qui peut régler ses affaires lui-même. A l'égard de la Prusse, on en est arrivé à ne plus savoir à quoi s'en tenir, et l'on ignore entièrement si, en réalité, la Prusse se laisse régenter de toute coopération. On pourrait croire avoir trouvé le moyen de se tirer de cette impasse en plaçant la Prusse à la tête de l'Allemagne régénérée, mais alors la même difficulté se présente, mais aussi par rapport à la Prusse, à la Saxe et à la Bavière. Peut-on même songer sérieusement à contraindre la Hollande, le Danemark, le Limbourg et le Luxembourg, l'œuvre de l'assemblée nationale purement et simplement comme une constitution royale?

Il est impossible de quitter ce terrain de mensonge et d'illusion. Il faut revenir aux points de contact avec les réalités existantes, et la question du chef de l'empire vient de démontrer l'urgence de se retourner aux conditions plus saines, où l'on se plaça au début, les Etats particuliers ne voyant point, ou qui ne regardaient pas, dans les besoins réels de la situation, alors l'œuvre de l'unité allemande, tout entière doit échoir. Malheureusement on n'a

pas d'organe par lequel on puisse se mettre en rapport avec les Etats confédérés; on ne sait pas au juste jusqu'où l'on peut aller dans cette question sur le terrain de la souveraineté, ou si l'on devra se conformer à la volonté de ces Etats. Aussi les opinions sont-elles très divergentes sur ce point. L'un pense ceci, l'autre cela, selon que le désir de la souveraineté ou l'imagination de la confiance dans une nouvelle révolution l'emporte dans l'esprit de chacun, ou que le brouillard qui entoure chaque point de vue est plus ou moins épais.

On peut demander ensuite: L'assemblée se bornera-t-elle à voter les dispositions de la constitution relatives au chef de l'empire, ou élira-t-elle et installera-t-elle ce chef elle-même? Ici encore on ne sait que faire, et l'on peut douter que l'assemblée ait le droit de procéder à une pareille élection. Déjà lors de l'établissement du pouvoir central provisoire, on a fait une expérimentation téméraire et l'on s'est placé dans une position moitié légale, moitié illégale, qu'il serait impossible de conserver par la suite. En définitive, on reculera devant le renouvellement de cette expérimentation.

Toutefois, pour rester dans la voie légale, il faudrait des organes et des points de ralliement qui manquent malheureusement. Les expédients auxquels on peut avoir recours pour sonder les dispositions des gouvernements, afin de parvenir à une apparence de certitude, restent toujours des expédients et ne pourraient que faire mieux ressortir ce qu'il y a de faux et d'insoutenable dans la position actuelle. Mais pourquoi donc aller sonder secrètement les dispositions de quelques uns, au lieu de consulter ouvertement tous les confédérés? Pourquoi n'ont-ils pas le même droit et le même intérêt? Il faudrait avoir une foi bien vive pour ne pas voir là dedans le commencement de tendances à un Sonderbund.

Voilà les suites de la fausse position qu'on a prise au commencement et que l'on ne peut pas abandonner aujourd'hui tout d'un coup. On a exclu les Etats, et aujourd'hui l'on doit revenir à eux. Mais on ne revient qu'à quel ques uns et il n'y a que les milieux qui soient dans la confiance. Tout Etat, tout prince qui connaît les devoirs qu'il doit remplir et les égards qu'il doit avoir envers ses confédérés, qui ne croit pas que le coup d'Etat par lequel on a mis fin à l'existence de la diète germanique a également mis fin à toute relation fédérale avec les confédérés, ne se mêlera point dans ces stipulations et offres secrètes, car aucun ne croira que la position de souveraineté usurpée par l'assemblée puisse suppléer à la libre élection et au consentement des divers Etats allemands.

DE LA PROPRIÉTÉ, PAR M. A. THIERS. LIVRE QUATRIÈME. — DE L'IMPOT. (Suite et fin. — Voir le Journal de La Haye, d'hier.)

CHAPITRE VII. CONCLUSION. — DU MAL DANS LE MONDE.

Qu'il y a dans la société une portion de mal que les gouvernements doivent s'attacher à réparer, et qu'il y en a une autre inhérente à la nature humaine, qu'aucune perfection imaginable dans les gouvernements ne saurait épargner aux hommes.

Mais voyez son front soucieux: Savez-vous ce qu'il fait? Il désire, il désire ardemment, plus ardemment que celui qui n'a pas mangé. Il désire avec douleur, quoi, direz-vous? Non pas du pain, non pas des mets délicats, non pas des champs fertiles et riants; il a de ces choses à n'en savoir que faire, car ces mets il les goûte à peine, ces champs il les néglige; mais il désire de nouveaux trésors, de la puissance qu'on lui dispute, peut-être l'honneur qu'un outrage lui a ravi. Ou bien tout ce qu'il avait, il va le perdre. Un coup de vent a précipité sa fortune dans l'Océan. Une fausse spéculation l'a détruite à la bourse. La faveur publique l'a abandonné. Chagrins peu intéressants, direz-vous, mais chagrins enfin! En voici de plus dignes de votre intérêt. Il a perdu une fille chérie; une femme qu'il aimait. Croyez-vous qu'il aime moins parce qu'il est riche? L'observation de la nature humaine prouve qu'il souffre plus fortement, car son ame moins attirée au dehors par les souffrances physiques, est plus en dedans, et s'y agite, et s'y tourmente davantage. Moins on souffre du corps, plus on souffre du cœur.

Cet heureux en apparence, vous ne voulez pas vous intéresser à lui, parce qu'il regrette de l'argent et du pouvoir. J'y consens. Mais le voilà qui commande des armées, qui exerce le noble métier des armes. Il meurt comme Epaminondas à Mantinée, après avoir vaincu à Leuctres; il meurt comme Gustave-Adolphe à Lutzen, après avoir vaincu à Leipzig; ou bien comme Gaston de Foix, à l'entrée même de sa carrière, il meurt à Ravenne au milieu du plus beau triomphe. Heureux guerrier, tu meurs; tu meurs jeune, tu es heureux de mourir, car tu meurs sur un lit de drapeaux. Mais ce vieux Charles-Quint, à qui tout a réussi, vainqueur de François 1<sup>er</sup>, dites-moi pourquoi il abdique et finit consumé de tristesse? Annibal, vainqueur vingt ans, la voile vaincu à Zama, vaincu par qui? Par un jeune homme. Et ce jeune homme, ce Scipion, qui, au début de la vie, a eu cette grande gloire, gloire immortelle, qui n'a jamais été effacée, de vaincre Annibal, ce jeune homme, et passe le reste de sa vie à être jaloux, à déplorer d'avoir un mauvais fils, à se tenir éloigné de Rome en maudissant sa patrie. Et ces heureux que l'histoire appelle Louis XIV et Napoléon, ces heureux qui remplirent l'univers de dépit, l'un pendant cinquante ans, l'autre pendant vingt ans, le premier, devenu vieux, de la tendresse de La Vallière passé à la triste domination de Mme de Maintenon, des Dunes, de Rocroy à Malplaquet, de Turin et de Conde à Villeroy, dit un jour à ce dernier: *Monseigneur le maréchal, à notre âge, on n'est plus heureux!* — L'autre de Rivoli, de Marengo, d'Austerlitz, de Friedland passe à Leipsick et Waterloo, des Tuileries, de l'Escurial, de Schönbrunn, de Postdam, du Kremlin à Sainte-Hélène! Il meurt seul sans une épouse, sans un fils, hé comme Prométhée sur son rocher. Et vous qui avez vu tomber Charles X et Louis-Philippe, tomber branche sur branche, trône sur trône, croyez-vous donc qu'il n'y ait pas de douleurs en haut, en bas partout, et plus en haut qu'en bas? inutile divagation, me direz-vous, à travers le champ des douleurs universelles! Je vous parle des douleurs de la haine, et vous me répondez par celles de la pourpre. Ah! votre vue serait bien courte, si vous ne voyiez pas que cette pourpre est d'abord, sans avoir insignifiant été sur l'âme humaine, et que, sur l'état d'humanité de l'âme, sous la couleur vermeille de l'autre, il y a une terrible égalité de souffrance. Dieu met dans tous ce même ressort de l'âme humaine, qui, pressé par le monde, résiste, puis, se relâche, puis encore, ne cesse de gémir dans ces mouvements divers, mais agit toujours, et fait avancer l'humanité à travers une épreuve visible vers un but invisible. Soit, me dirait-on, l'auteur de tout cela est un tyran, et ce régime imposé à tous, c'est l'égalité de la tyrannie.

Tyran, si l'on veut, mais la tyrannie est égale en tout cas, et s'il est un tyran, loin de nous diviser sous sa tyrannie, unissons-nous au contraire pour la surmonter. Cette tyrannie, si tyrannie il y a (je demande pardon d'un tel blâme), se manifeste par la nature extérieure qu'il fait combattre, vaincre, soumettre à nos besoins, adapter à notre bien-être. Unissons-nous donc pour la vaincre au lieu de nous égarer sur son sein. Au lieu de ravager ces moissons pour nous les disputer, unissons-nous pour les défendre, et en assurer la possession à celui qui les fit naître. Demandons lui la part du pauvre, sans la lui arracher.

Mais ce prétendu tyran, auteur universel des choses, qui sait? vous ne payez peut-être pas comptant. Cette douleur par lui imposée à tous, c'est une épreuve peut-être, épreuve inévitable, nécessaire et suffisamment récompensée ailleurs. Arrêtons-nous un instant devant lui, et il se pourra que nous soyons plus justes à son égard, comme nous le sommes davantage pour l'ordre social après l'avoir examiné et compris. Il faut trois angles à un triangle, ceci est inévitable, comme il est inévitable que l'espace soit étendu. Ce Dieu ne serait, il me semble, ni impuissant, ni méchant, parce qu'il aurait pu imposer ou admettre ces conditions de la nature des choses. Si, pour les deux et deux font quatre, en est-il

il moins puissant, moins bon? Et bien! ne se pourrait-il pas que ce fût une condition de même nature que celle de la douleur pour l'âme humaine? Qu'est-ce en effet que sentir? Est-ce éprouver une sensation indifférente, comme serait celle d'une couleur succédant à une autre, et ne cessant à celui qui la voit aucun sentiment de plaisir ou de peine? Mais alors je ne remuerais pas, je resterais inactif, je ne commence à sentir véritablement que si je suis affecté, agréablement ou désagréablement; alors il y a peine, mais plaisir aussi, il y a mouvement pour fuir la peine, pour attendre le plaisir, il y a action, il y a vie. Dites-moi que mieux vaudrait ne pas être, ou être moins, et descendre, par exemple, de l'homme qui sent beaucoup à l'abeille qui ne sent qu'en proportion du mobile nécessaire à sa vie: de l'abeille au polype, au végétal, à la pierre, au néant. Je l'admets, mais c'est du suicide. Ou bien me direz-vous qu'il faut, au lieu de descendre, monter plus haut, s'élever là où l'on ne sent plus de mal, où l'on se repose dans le sein de Dieu. Je l'admets encore. Néanmoins je vous dirai: C'est trop tôt. Le religion allant plus loin que la philosophie, la religion tirant des besoins de l'âme humaine, une sublime conjecture, qui est un désir pour celui qui ne croit pas complètement, une certitude pour celui qui a la foi entière, la religion vous dit: Souffrez, souffrez avec humilité, patience, espérance, en regardant Dieu qui vous attend et vous récompensera. — Elle fait ainsi de toute douleur l'une des traverses du long voyage qui doit nous conduire à la félicité dernière. Et alors la douleur n'est plus qu'une des peines de ce voyage inévitable, et si elle cause du mal, elle est suivie d'une consolation immédiate, qui est l'espérance. Aussi cette puissante religion qu'on appelle le christianisme, cherche-t-elle sur le monde une domination continue, et elle le doit, entre autres motifs, à un avantage que seule elle a possédé entre les religions. Cet avantage, savez-vous quel il est? C'est d'avoir seule donné un sens à la douleur. L'esprit humain a eu plus d'une contestation avec Dieu sur ses dogmes, mais aucune sur sa morale, c'est-à-dire sur sa manière d'entendre le cœur humain. Le paganisme ne put pas résister au premier regard de Socrate ou de Cicéron, car cette religion consistant en légendes fabuleuses, gracieuse poésie plutôt que religion, histoire des passions, des amours, des plaisirs, des chagrins des dieux, n'était qu'une histoire de rois placée dans les cieux. Comme histoire elle n'était qu'une fausse chronique, comme morale, un scandale. Mais celle qui vint et qui dit: Il n'y a qu'un Dieu, il a souffert lui-même, souffert pour vous; celle qui le montra sur une croix, subjuguait les hommes, en répondant à leur raison par l'idée de l'unité de Dieu, en touchant leur cœur par la déification de la douleur. Et chose admirable, ce Dieu souffrant, présenté sur une croix dans les angoisses de la mort, a été mille fois plus adoré des hommes, que le Jupiter calme, serein, et si majestueusement beau de Phidias. Les arts l'ont rendu sublime, bien autrement sublime que le Jupiter des anciens. Et c'est là tout le secret de la différence qui existe entre l'art ancien et l'art moderne: le premier, supérieur par la forme, le second par le sentiment, l'un doué d'un corps, l'autre d'une âme.

Aussi, tandis que le paganisme n'a pu résister à un seul regard de l'esprit humain, le christianisme dure après que Descartes a posé le fondement de la connaissance humaine, après que Galilée a découvert le mouvement de la terre, après que Newton a découvert l'attraction, après que Voltaire et Rousseau ont renversé les trônes. Et tous les politiques sages, sans juger ses dogmes, qui n'ont qu'un juge, la loi, souhaitent qu'il dure.

Parlez donc au peuple comme la religion. Sans affaiblir en lui le juste sentiment de ses droits, sans flatter l'inertie ou la mauvaise volonté de ceux qui le gouvernent, dites-lui cependant qu'il y a pour tous une semence inévitable de douleur qui est dans l'essence même de l'âme humaine, que le riche ne lui a pas envoyée, que Dieu seul mit en lui comme le ressort qui devait le tirer de l'inaction, pour le précipiter dans l'action, c'est-à-dire dans la vie. Dites-lui cela; si vous ne voyez pas doublez sa douleur et la changer en une fureur impie, qui se retournera contre lui, comme une arme placée dans une main imprudente, détruit et ceux qu'elle frappe, et ceux qui s'en servent. Ce n'est pas l'indifférence aux maux du peuple que j'inspire, mais la justice, la pitié, la compassion, le respect, le respectement, l'application des vrais remèdes.

A. THIERS.

Plus de cheveux gris, ni de barbe grise. L'EAU CRANTAL de Paris, la seule approuvée, les rend à la minute en toutes nuances et pour toujours. Prix avec garantie, 3 flacons à 1 franc. Chez HENRIKSON FILS, coiffeur, Korte Houtstraat, n° 25.

THEATRE ROYAL FRANÇAIS DE LA HAYE. Samedi 6 Janvier 1849. — (Représentation n° 86.) LES HUGUENOTS, grand-opéra en cinq actes, paroles de M. Scribe, musique de M. Meyerbeer. On commencera à 6 heures et demie précises.

KONINKLIJKE HOLLANDSCHE SCHOUWBURG. Vrijdag 5 Januarij 1849. (N° 24 m het abonnement.) NEEF ZEGEL, blijspel in drie bedrijven, naar het Hoogduitsch van R. Benedictus door H. v. d. Sprong. Noot in het Hollandsch vertoond. Voorgegaan door: Karolina Wolsey, of een Jongheids Misstap, toneelspel in twee bedrijven, naar het Fransch. De aanschaf ten half seven uren.

FONDS PUBLICS ET BULLETINS DE BOURSE. AMSTERDAM, Mercredi 3 Janvier. — Différents achats au comptant qui sont effectués aujourd'hui en fonds hollandais ont exercé une influence favorable sur le cours des valeurs. Les intégrales hollandaises ont été favorisées par les opérations faites antérieurement. Les fonds espagnols et portugais se sont bien maintenus de nos côtés. Les fonds américains n'ont presque pas varié. Les portugais ont été plus demandés. ROTTERDAM, Mercredi 3 Janvier. — Les fonds hollandais étaient un peu moins fermes qu'hier. Les intégrales ont donné lieu à quelques opérations. Le 2 1/2 % belge s'est bien soutenu. En autres fonds étrangers les péruviens et les mexicains étaient recherchés. Les fonds espagnols et notamment les ardains et les coupons étaient également recherchés.

BOURSE DE ROTTERDAM DU 3 JANVIER.

PAYS-BAS. — Dette active.	2 1/2 %	137 1/2
Dito dito	3 %	138 1/2
Dito dito	4 %	139 1/2
ESPAGNE. — Rentes de L. 510.	5 %	16 1/2
Dito dito	5 1/2 %	17 1/2
RUSSIE. — Emprunt Hoptoff 1839.	5 %	100 1/2
AUTRICHE. — Obligat. Métrich 1840.	5 %	100 1/2
PERSE. — Obligat. Métrich 1840.	5 %	100 1/2

PAR TELEGRAPHE.

BOURSE D'AMSTERDAM, JEUDI 4 JANVIER.

COURS DE CLÔTURE A 5 HEURES.

PAYS-BAS. — Dette active.	2 1/2 %	137 1/2
Dito dito	3 %	138 1/2
Dito dito	4 %	139 1/2
ESPAGNE. — Rentes de L. 510.	5 %	16 1/2
Dito dito	5 1/2 %	17 1/2
RUSSIE. — Emprunt Hoptoff 1839.	5 %	100 1/2
AUTRICHE. — Obligat. Métrich 1840.	5 %	100 1/2
PERSE. — Obligat. Métrich 1840.	5 %	100 1/2